

Lettre ouverte aux parents d'élèves

*rédigée par les représentants du Syndicat des Enseignants de la Meuse (SE-Unsa 55)
au nom des personnels de l'Éducation nationale du département*

Chers parents,

Jeudi 13 janvier 2022 aura lieu un mouvement social dans l'Éducation nationale. Si vous avez reçu cette lettre c'est que l'enseignante ou l'enseignant de votre enfant y participera, ou bien qu'il en est solidaire. Notre objectif est de partager avec vous les raisons de notre mécontentement pour que vous puissiez mieux comprendre la situation dans laquelle nous travaillons actuellement.

Cette grève est exceptionnelle dans la mesure où, par son mot d'ordre, nous réclamons simplement un cadrage clair et les moyens suffisants pour pouvoir travailler correctement dans les meilleures conditions possibles au regard du contexte sanitaire actuel. En effet, aujourd'hui l'École est au bord de la rupture.

Depuis mars 2020 nous avons fait tout notre possible pour tenir à bout de bras le système éducatif dans l'intérêt de nos élèves. Depuis bientôt 2 ans nous sommes quasiment livrés à nous-mêmes, ballottés au gré des consignes souvent incompréhensibles ou inapplicables modifiées en permanence à la dernière minute par un ministre plus préoccupé à soigner son image dans les médias que de gérer correctement la crise au plus près du terrain à nos côtés. L'exemple des consignes à appliquer lundi 3 janvier données via un article de presse payante dimanche 4 janvier en fin d'après-midi illustre bien cet état de fait.

Depuis mars 2020, sans qu'on nous donne les moyens pour faire face à la situation correctement, nous avons dû faire preuve d'une grande adaptabilité en étant sous pression permanente de notre hiérarchie et de nombreux parents d'élèves soucieux, à juste titre, que la scolarisation de leurs enfants se déroule au mieux. Jusqu'à présent nous l'avons fait du mieux que nous pouvions, sans rechigner parce que nous avons l'intérêt de nos élèves et du service public à cœur.

Mais aujourd'hui trop c'est trop. Dans notre département, comme partout ailleurs en France, l'exaspération a laissé place à la colère. Contrairement à ce que laisse entendre Jean Michel Blanquer la situation n'est plus tenable. Depuis la rentrée de janvier il y a déjà eu quatre changements contradictoires des consignes officielles. Cela confirme la navigation à vue d'un ministère qui se repose sur nous pour gérer au mieux la situation sans nous donner les moyens de nous organiser et d'exercer notre métier correctement. A la crise sanitaire notre ministre a ajouté une crise de confiance interne qui voit de nombreux personnels perdre petit à petit le peu de motivation et de force qu'il leur reste.

L'École est au bord de la rupture. Le 13 janvier avec l'ensemble des personnels qui la font vivre sur le terrain au quotidien nous voulons dire « Stop monsieur le ministre ! ». Nous demandons la considération qui nous est due en tant que professionnels de l'éducation ainsi que les conditions pour exercer au mieux notre métier dans un contexte fortement dégradé. L'école n'est pas une garderie, nous ne sommes pas des pions corvéables et malléables à merci. Pour faire face à la crise sanitaire et pour tenir bon nous avons besoin de consignes claires et applicables, d'un cadre de fonctionnement réellement adapté à la crise sanitaire, de matériel de prévention et de personnels en nombre suffisant.

Nous vous remercions de votre compréhension.